

**ARRETE PERMANENT REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT LORS DE TRAVAUX
PONCTUELS SUR LES RESEAUX D'EAU POTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET D'EAUX PLUVIALES**

Le maire de la commune de Saint-Cézert

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, L2211-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-3, L 2213-5 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code Pénal, notamment son article R610-5 ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière ;

Vu la nécessité d'effectuer des travaux et des interventions, à caractère urgent, fréquents, constants ou répétitifs, sur les réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'eaux pluviales sur l'ensemble des voies de la commune et qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des agents chargés de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les perturbations à la circulation provoqués par ces travaux ;

Arrête

Article 1 : En raison des motifs susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de Saint-Cézert, sur l'ensemble des rues de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2026, jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 2 : Une voie de circulation pourra être supprimée au droit du chantier, le stationnement interdit des deux côtés, la vitesse limitée à 30 km/h et la voie pourra être fermée pour une durée maximale d'une heure suivant l'avancement des travaux.

Article 3 : Les travaux seront effectués par les agents de Réseau31 et/ou les entreprises suivantes : EIFFAGE – SPIECAPAG – GABRIELLE FAYAT – GIESPER – COLAS – CEGETP – LACLAU – SADE CGTH – EXEDRA - FLTP.

Article 4 : Un périmètre de sécurité incluant une voie de circulation réservée aux piétons sur la chaussée, côté opposé aux travaux, et d'une largeur minimum d'un mètre sera matérialisé par l'entrepreneur préalablement à tous travaux. La matérialisation de la zone réservée sera à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 5 : L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. Les concessionnaires et les services publics seront entièrement responsables, sauf recours contre qui de droit de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution de leurs chantiers qu'il y ait ou non de leur part négligence, imprévoyance ou tout autre faute commise.

Article 6 : Réseau31 ou l'entreprise effectuant les travaux devra impérativement mettre en place et à ses frais tous dispositifs de nature à éviter les projections ou chutes de matériaux hors de la benne conteneur ou du véhicule destiné à les recevoir.

Article 7 : Une pré-signalisation « travaux » et « rue barrée » avec indication de distance sera impérativement installée à l'intersection des voies en travaux. Une signalisation « rue barrée » sera mise en place dans les deux sens de circulation en début de chantier. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 8 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mise en place par la Réseau31 ou l'entreprise effectuant les travaux.

Article 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 Rue Raymond IV – BP 7007 – 31038 TOULOUSE Cédex 7.

Article 11 : Le maire (ou l'adjoint) en charge des travaux et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade-Cadours, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à SAINT-CEZERT, le 15/01/2026.

Le Maire, OLIVEIRA SOARES Henri.

